

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 29/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SETEO (nouveau)

route de Gray
21850 ST APOLLINAIRE

Références : SeS/MS/2022-0490
Code AIOT : 0005425601

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2022 dans l'établissement SETEO (nouveau) implanté rue en Clairvot 21850 ST APOLLINAIRE. L'inspection a été annoncée le 10/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETEO (nouveau)
- rue en Clairvot 21850 ST APOLLINAIRE
- Code AIOT : 0005425601
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SETEO est autorisée à exploiter des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux ou non sur la commune de ST-APOLLINAIRE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rétention	AP de Mise en Demeure du 06/01/2022, article 1	/	Sans objet
2	VLE rejets eaux résiduaires	AP de Mise en Demeure du 06/01/2022, article 1	/	Abrogation d'astreinte
3	installations électriques	AP de Mise en Demeure du 06/01/2022, article 1	/	Sans objet
4	protection contre la foudre	AP de Mise en Demeure du 06/01/2022, article 1	/	Sans objet
5	hauteur de stockage	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 4.2	/	Sans objet
6	Suites inspection 2021	Autre du 22/11/2021, article Obs 7	/	Sans objet
7	Intervention des services de secours – accessibilité :	AP de Mise en Demeure du 06/01/2022, article 1	/	Sans objet
8	Accessibilité des moyens de lutte contre l'incendie :	AP de Mise en Demeure du 06/01/2022, article 1	/	Sans objet
9	Statut SEVESO	AP de Mise en Demeure du 06/01/2022, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection, l'ensemble des non-conformités relevées en 2021 et pour lesquelles l'exploitant était mis en demeure, étaient soldées hormis pour la vérification complète des installations qui n'a pas encore été réalisée.

Concernant les dossiers, l'exploitant a transmis les éléments attendus sur le réexamen IED, le PAC et les nouvelles installations le 03 mai 2022.

Pour ce qui concerne l'astreinte administrative, l'exploitant respecte les valeurs limite d'émissions concernant les rejets eaux depuis le 02 novembre 2022. En conséquence, l'astreinte administrative pourra être abrogée après recouvrement de la liquidation actée par l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2022.

Les prescriptions faisant l'objet des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 18 juin 2019 et du 6 juin 2022 sont désormais respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/01/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société Seteo est mise en demeure, pour les installations de tri, transit, regroupement ou traitement de déchets dangereux ou non dangereux qu'elle exploite, de placer les produits ou déchets liquides dangereux sur rétention en application de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 susvisé ;
Constats : Le jour de l'inspection, l'ensemble des liquides était sur rétention. En particulier, l'exploitant a ajouté des rétentions pérennes dans le local inspecté en 2021 et qui n'en disposait pas.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : VLE rejets eaux résiduaires

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/01/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejets eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société Seteo est mise en demeure, pour les installations de tri, transit, regroupement ou traitement de déchets dangereux ou non dangereux qu'elle exploite, de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies
Constats : Depuis novembre 2021, les rejets des eaux résiduaires n'étaient pas conformes sur les paramètres indice phénol, hydrocarbures totaux, Fer, DCO. L'exploitant a mis en place depuis le 05 mai 2022 un filtre à charbon actif et a ajouté du garnissage en septembre 2022 dans le traitement biologique. Le filtre à charbon se sature sous environ un mois et demi. L'exploitant indique que ce traitement supplémentaire est efficace mais très onéreux. Il souhaite continuer à investiguer sur des traitements alternatifs : essais de stripage (micro bulles en flux entrant et après traitement), ultrafiltration ou osmose inverse, augmentation de la capacité de traitement biologique, adaptation des bactéries et ajout avant traitement biologique. Après un changement de filtre à charbon le 27 octobre 2022, les paramètres sont devenus conformes aux VLE de l'arrêté préfectoral depuis le 02 novembre. L'astreinte administrative pourra donc être abrogée. L'inspection engage l'exploitant à rester très vigilant sur les paramètres surveillés, à anticiper toute saturation du charbon actif en définissant sur la base de ses analyses et de son retour d'expérience la période optimale de changement de son filtre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Abrogation d'astreinte

N° 3 : installations électriques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/01/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société Seteo est mise en demeure, pour les installations de tri, transit, regroupement ou traitement de déchets dangereux ou non dangereux qu'elle exploite, d'entretenir les installations électriques, notamment en levant les observations ou non-conformités du dernier rapport de vérification, en application de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 susvisé ;
Constats : L'exploitant a fait réaliser l'ensemble des travaux nécessaires pour lever les non-conformités relevées en 2021. Le rapport APAVE du 14 février 2022 sur la vérification périodique des équipements conclut à l'absence de non-conformités. Le rapport APAVE du 11 février 2022 sur la vérification périodique Q 18 conclut à l'absence des risques d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/01/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société Seteo est mise en demeure, pour les installations de tri, transit, regroupement ou traitement de déchets dangereux ou non dangereux qu'elle exploite, de mettre en œuvre toutes les préconisations, recommandations ou exigences issues de l'étude technique foudre, conformément à l'article 7.3.7 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 susvisé. Une vérification complète doit permettre de justifier de cette mise aux normes.
Constats : La vérification complète a été réalisée le 18 janvier 2022 par DEKRA. Elle concluait, notamment, au remplacement nécessaires des parafoudres sur le bâtiment 3. Les travaux de mise en conformité ont été finalisés en septembre 2022. L'exploitant doit faire réaliser une seconde vérification complète mais souligne les difficultés de disponibilités des sociétés compétentes. Le visite est prévue début décembre. Le rapport a été transmis post-inspection le 07 décembre 2022. La société DEKRA conclut à la conformité de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : hauteur de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, hauteur de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur de stockage n'excède pas 6 m.
Constats : Le jour de l'inspection, les tas de bois broyés atteignaient une hauteur de 5 mètres environ. Le tas de bois de classe B à broyer atteignait environ 6 mètres. L'exploitant doit rester vigilant sur cette limite et doit sensibiliser son personnel à son strict respect.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Suites inspection 2021

Référence réglementaire : Autre du 22/11/2021, article Obs 7
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks des matières stockées :
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires d'ici le 1er janvier 2022, pour respecter les exigences ci-contre et prendre en considération les remarques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • l'état des stocks doit être journalier (matières/déchets dangereux) et hebdomadaire (pour les matières/déchets non dangereux). Aujourd'hui il est hebdomadaire quelle que soit la nature du déchet ou produit ; • la supervision des cuves n'alimente pas le logiciel Ecorec. Pour connaître, les stocks, il faut donc regarder les deux outils, ce qui n'apparaît pas opérationnel pour une gestion de crise ; • dans le logiciel Ecorec, les quantités de déchets ne sont pas corrélées aux propriétés de dangers (HP1 à HP15) et aux rubriques 4XXX de références (lien avec la non-conformité n°9 ci-après) ; • la fiche « état stock pompiers » ne précise ni le lieu précis d'entreposage des déchets/produits sur le site, ni les mentions (ou propriétés) de dangers ; • seule une personne dispose des codes d'accès à la supervision des cuves.
Constats : L'état des stocks est journalier pour les matières/déchets dangereux et mensuels pour les matières ou déchets non dangereux. La supervision des cuves n'alimente pas le logiciel Ecorec mais l'exploitant dispose d'un accès direct aux données via le report de la supervision de l'ensemble du process de traitement. Dans le logiciel Ecorec, les quantités de déchets ne sont pas corrélées aux propriétés de dangers (HP1 à HP15) et aux rubriques 4XXX de référence. Ces éléments ont été reportés dans la fiche de calcul du seuil SEVESO avec les propriétés de dangers et des rubriques 4XXX. La fiche « état stock pompiers » ne précise pas le lieu précis d'entreposage des déchets/produits sur le site, ni les mentions (ou propriétés) de dangers. L'exploitant a mis en place un plan général de stockage par famille de déchets qui se trouve dans les boîtes "pompiers". Les quantités sont reportées dans le suivi journalier. Deux personnes disposent des accès de la supervision des cuves. Cet accès sera également ouvert au directeur général.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Intervention des services de secours – accessibilité :

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/01/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention des services de secours – accessibilité :
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société Seteo est mise en demeure, pour les installations de tri, transit, regroupement ou traitement de déchets dangereux ou non dangereux qu'elle exploite, de rétablir l'accès pompier identifié sur le plan figurant en annexe I de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 février 2016 susvisé, ou à défaut identifier un autre accès pompier ;
Constats : Le jour de l'inspection, les accès pompiers étaient dégagés. Cependant des déchets de type panneaux photovoltaïques entreposés le long de la voie rétrécissaient sa largeur sans toutefois empêcher une intervention. L'exploitant les a fait déplacer aussitôt et prévoit de matérialiser les interdictions d'entreposage sur la voirie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Accessibilité des moyens de lutte contre l'incendie :

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/01/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des moyens de lutte contre l'incendie :
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société Seteo est mise en demeure, pour les installations de tri, transit, regroupement ou traitement de déchets dangereux ou non dangereux qu'elle exploite, de rendre facilement accessibles l'ensemble du réseau d'extincteurs et de RIA installés sur le site, conformément à l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 susvisé ;
Constats : Les extincteurs et RIA du site, aperçus lors de la visite du site étaient tous accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Statut SEVESO

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/01/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Statut SEVESO
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société Seteo est mise en demeure, pour les installations de tri, transit, regroupement ou traitement de déchets dangereux ou non dangereux qu'elle exploite, de démontrer à tout instant que la règle des cumuls, définie à l'article R.511-10 du Code de l'environnement, n'est pas dépassée (c'est à dire que les installations ne relèvent pas de la directive Seveso III), tel que prévu à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 susvisé ;
Constats : L'exploitant a mis en place une sortie journalière de l'état des stocks de déchets dangereux. De cette extraction, un logiciel permet de vérifier la règle des cumuls à chaque instant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet